

## Des alternatives positives et une gouvernance différente dont elles ont besoin

Les programmes de bioséquestration à grande échelle, dans la pratique et dans la façon dont elles sont envisagés, posent de sérieux problèmes et, le plus souvent, font défaut aux monocultures d'arbres. À l'origine de cette situation, il y a la mauvaise gouvernance, l'accent étant mis sur la participation du secteur privé et les approches descendantes.

Il existe toutefois différents moyens de séquestrer le carbone dans les écosystèmes terrestres naturels, bénéfiques à la fois pour les populations qui y vivent et qui en dépendent et pour la planète, en contribuant aux écosystèmes eux-mêmes et aux efforts pour atteindre les objectifs de réchauffement planétaire. Mais pour être efficaces, elles exigent une forme de gouvernance substantiellement différente, en mettant davantage l'accent sur les détenteurs de droits et en évitant la capture par les entreprises de politiques climatiques.

La bioséquestration fondée sur les droits et la responsabilité des communautés pourrait, en théorie, impliquer de nombreux schémas positifs qui, mis ensemble, aideraient à atténuer le changement climatique à grande échelle. Il existe de vastes zones de terres déboisées et dégradées qui pourraient être restaurées par des approches ascendantes et sensibles au genre. Dans de nombreuses parties du monde, de tels systèmes sont déjà pratiqués par les gens dans leur vie quotidienne. La régénération naturelle des écosystèmes, l'agro-écologie et, en fait, de nombreuses formes d'agriculture paysanne restaurent et conservent les écosystèmes terrestres,

séquestrant le carbone à différentes échelles. Soutenir ces pratiques devrait

être à la pointe des stratégies d'atténuation du changement climatique.

### Restauration de la forêt communautaire au Népal

La gestion des forêts communautaires au Népal est un exemple unique d'approche de la conservation et de la restauration des forêts basée sur les droits. Il a été la pierre angulaire de la conservation et de la restauration des forêts dans de nombreuses régions et constitue une stratégie d'adaptation clé pour l'écosystème du pays. Environ 35% des terres forestières relèvent d'un système de gestion forestière communautaire. Les groupes d'utilisateurs des forêts communautaires, y compris certaines des communautés les plus pauvres et les plus vulnérables des écosystèmes montagneux du Népal, ont joué un rôle central dans l'arrêt des pertes forestières et la promotion de la restauration des forêts.

Le ministère des Forêts et de la Conservation des sols, par exemple, a reconnu que les forêts conservées par la communauté ont contribué de manière significative au contrôle de l'empiétement des forêts et à la restauration des écosystèmes qui s'en est suivie. [14] Le Programme des Nations Unies pour le développement a également souligné

comment l'érosion des sols, les glissements de terrain et les inondations dans la région de la Panchase ont été considérablement réduits par la conservation communautaire. [15]

Les droits coutumiers de gestion leurs propres forêts par les communautés concernant la production de bois et de produits forestiers non ligneux sont explicitement reconnus dans la loi forestière de 1993, bien que les droits d'accès communautaire aux ressources forestières restent l'une des questions les plus controversées au Népal. De toute évidence, il y a encore beaucoup de progrès à faire, en particulier dans les zones sans système de gestion communautaire des forêts, et pour le renforcement des rôles et des positions des femmes dans ces systèmes. Mais le succès de la gestion communautaire des forêts au Népal montre que la restauration des écosystèmes basée sur les droits, ascendante et dirigée par les communautés est possible à grande échelle, sans la participation du secteur privé et la monoculture d'arbres.



Des membres de groupes d'utilisateurs de forêts communautaires gèrent leur forêt communautaire dans le district de Nawalparasi, au Népal. **Nawalparasi/FECOFUN**

### Références

[1] IPCC, 2014. 5e rapport d'évaluation 2014. [https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/syr/AR5\\_SYR\\_FINAL\\_SPM.pdf](https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/syr/AR5_SYR_FINAL_SPM.pdf) Dernier accès le 30 septembre 2017

[2] La disponibilité et l'ampleur de ces technologies et méthodes, ainsi que celles des autres méthodes d'élimination du dioxyde de carbone (CDR), sont incertaines et les technologies et méthodes CDR sont, à des degrés divers, associées aux défis et aux risques (confiance élevée). Source: [https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg3/ipcc\\_wg3\\_ar5\\_summary-for-policymakers.pdf](https://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg3/ipcc_wg3_ar5_summary-for-policymakers.pdf)

[3] Williamson, 2016. Réduction des émissions: Examiner les méthodes d'élimination du CO2. <https://www.nature.com/news/emissions-reduction-scrutinize-co2-removal-methods-1.19318> Dernier accès le 30 septembre 2017

[4] Searchinger et al, 2017. Le monde dispose-t-il d'un potentiel de bioénergie à faible émission de carbone grâce à l'utilisation spécifique des terres? *Politique énergétique* 110 434-446

[5] Gerber, J., 2011. Conflits sur les plantations industrielles d'arbres dans le Sud: qui, comment et pourquoi? *Changement environnemental global* 21 (2011) 165-176

[6] Charnley, S., 2005. Foresterie industrielle, *revue de la foresterie durable*, 21:435-57

[7] Programme d'investissement forestier Ghana: Partenariat public-privé pour la restauration de la réserve forestière dégradée par le biais de plantations certifiées VCS et FSC, 2016. [https://www.climateinvestmentfunds.org/sites/default/files/meeting-documents/fip\\_form\\_ghana\\_project\\_proposal\\_public\\_document\\_august\\_2016.pdf](https://www.climateinvestmentfunds.org/sites/default/files/meeting-documents/fip_form_ghana_project_proposal_public_document_august_2016.pdf) Dernier accès le 30 septembre 2017

[8] Format commun pour la note conceptuelle

de projet / programme pour l'utilisation des ressources du FIP Competitive Set - Aside, 2012. [http://www.climateinvestmentfunds.org/sites/default/files/meeting-documents/ifc\\_proposal\\_fip\\_set\\_aside\\_public.pdf](http://www.climateinvestmentfunds.org/sites/default/files/meeting-documents/ifc_proposal_fip_set_aside_public.pdf) - Dernier accès le 30 septembre 2017

[9] <http://www.swedwatch.org/en/2015/11/05/lessons-learned-kachung>

[10] Plan d'investissement pour le programme d'investissement forestier au Mozambique, 2016: [https://www.cif.climateinvestmentfunds.org/sites/default/files/meeting-documents/mozambique\\_fip\\_investment\\_plan.pdf](https://www.cif.climateinvestmentfunds.org/sites/default/files/meeting-documents/mozambique_fip_investment_plan.pdf) - Dernier accès le 30 septembre 2017

[11] Plan d'investissement pour le programme d'investissement forestier en Côte d'Ivoire, 2016: [https://www.climateinvestmentfunds.org/sites/default/files/meeting-documents/fip\\_cote\\_d\\_ivoire\\_ip.pdf](https://www.climateinvestmentfunds.org/sites/default/files/meeting-documents/fip_cote_d_ivoire_ip.pdf) - Dernier accès le 30 septembre 2017

[12] Proposition de financement F055 PROEZA [http://www.greenclimate.fund/documents/2018/2/820027/GCF\\_B.18\\_04\\_Add.10\\_Rev.01\\_-\\_Funding\\_proposal\\_package\\_for\\_FP055.pdf](http://www.greenclimate.fund/documents/2018/2/820027/GCF_B.18_04_Add.10_Rev.01_-_Funding_proposal_package_for_FP055.pdf) 9560-113f-4753-9b59-e93115039a0a Dernier accès le 30 septembre 2017

[13] Lovera-Bilderbeek, S., 2017. Agents, hypothèses et motivations derrière REDD +. UVA-DARE, Université d'Amsterdam. 242 pp.

[14] Ministère des Forêts et de la Conservation des sols, 2016. Paysages de conservation du Népal, Katmandou, Népal

[15] UNDP Népal 2015, Adaptation écosystémique dans la région de montagne au Népal, Rapport d'avancement annuel 2015, Katmandou, Népal

## Les risques de

# bioséquestration à grande échelle

## dans le contexte de l'élimination du dioxyde de carbone

Les plantations provoquent des conflits avec les communautés. **Carbon Violence**



Les plantations intensifient et propagent les feux de forêt. **Margus Kurvitis/GFC**



Les plantations remplacent les forêts naturelles et les prairies. **Mathias Rittgerott**



Restauration de la mangrove communautaire au Samoa, restauration des écosystèmes endommagés. **OLSSIN**

Les systèmes agro-écologiques peuvent remettre le carbone dans les sols et les forêts. **Simone Lovera**



### L'accord de Paris et le soutien aux plantations d'arbres bioénergétiques et de monoculture

L'Accord de Paris a fixé un objectif ambitieux de limitation de la hausse des températures à 1,5 ° C. Mais la référence explicite à la réalisation « d'un équilibre entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions par les puits de gaz à effet de serre » a mis un fort accent sur l'élimination du dioxyde de carbone (CDR en anglais) comme approche d'atténuation. Selon le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC en anglais), les principales méthodes d'élimination du dioxyde de carbone sont la bioénergie avec capture et stockage du carbone (BECCS en anglais) et le boisement [1], tous deux relevant de la « bioséquestration à grande échelle ». La majorité des scénarios modélisés par le GIEC qui maintiennent les températures globales à 2 ° C dépendent dans une certaine mesure de la BECCS.

La BECCS est appelée « technologie à émissions négatives » et sa mise en oeuvre à l'échelle envisagée nécessiterait une augmentation significative de l'utilisation mondiale de la bioénergie. Il existe un important soutien pour la BECCS et le boisement. Les deux sont supposés jouer un rôle clé dans la compensation des dépassements budgétaires du carbone, car les pays luttent globalement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Cependant, le GIEC a conclu que ces approches impliquaient un niveau d'incertitude élevé et des risques significatifs. [2]

Alors que la mise en oeuvre de la BECCS en est encore à ses balbutiements et que les discussions sur le CDR en tant que stratégie d'atténuation du climat sont similaires, les plantations industrielles d'arbres, qui produiraient les matières

premières pour la BECCS, connaissent une croissance rapide à l'échelle mondiale. Avec l'intérêt croissant de se mobiliser appelant à des fonds du secteur privé, les premiers projets de plantation soutenus par le financement climatique émergent, notamment à travers le marché volontaire de la compensation du carbone forestier et le Forest Investment Program (FIP en anglais). Tout soutien politique pour la BECCS et le boisement pourrait donc se traduire par une augmentation significative des nouvelles plantations industrielles d'arbres.

Cela pourrait se produire indépendamment de la probabilité de déploiement commercial de technologies telles que la BECCS, ou d'une bioséquestration à grande échelle atténuant avec succès les futures émissions de gaz à effet de serre.

Lire le document de travail complet : « **Les risques de bioséquestration à grande échelle dans le contexte de l'élimination du dioxyde de carbone** »

[globalforestcoalition.org/risks-of-large-scale-biosequestration](http://globalforestcoalition.org/risks-of-large-scale-biosequestration)



Cette publication a été rendue possible grâce au généreux soutien de la Fondation Heinrich Böll

Ce document a été produit grâce à la participation financière de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA en anglais) à travers la Société suédoise pour la conservation de la nature (SSNC en anglais). Les opinions ici présentes ne reflètent pas nécessairement les opinions de la SSNC ou de ses donateurs.

## Les impacts écologiques et sociaux des plantations d'arbres en régime de monoculture

Si elles sont mises en oeuvre aux échelles envisagées, la BECCS et le boisement nécessiteront de vastes étendues de terres pour l'établissement de plantations industrielles d'arbres en régime de monoculture. Une estimation suggère que l'utilisation des BECCS pour limiter l'élévation de la température mondiale à 2 ° C nécessiterait la plantation de cultures uniquement pour l'élimination du CO2 sur 580 millions d'hectares de terres, ce qui équivaut à environ un tiers des terres arables actuelles dans le monde. On prévoit que la plantation à une telle échelle, au moins au début, impliquera plus de rejets que d'absorption de gaz à effet de serre en raison des effets du défrichage, de la perturbation du sol et de l'utilisation d'engrais. [3]

Même en l'absence d'efforts mondiaux pour freiner le changement climatique par la bio séquestration, les plantations causent déjà des dommages significatifs à la biodiversité et aux écosystèmes en raison de leur seule étendue. Souvent, l'impact le plus important des plantations

sur la biodiversité est ressenti en raison de la conversion des terres avant la plantation, les plantations étant responsables d'importantes pertes de forêts naturelles et de la dégradation des écosystèmes. Le scénario contrefactuel ou « alternatif » pour les plantations d'arbres tend à être soit un écosystème naturel ou une forme d'utilisation des terres existante, telle que l'agriculture. [4] Cela signifie donc que pour chaque hectare de nouvelle plantation d'arbres, un hectare de terres plus riches en biodiversité est perdu, directement ou indirectement.

Les plantations sont responsables d'impacts significatifs sur la biodiversité : altérations des cycles hydrologiques, dégradation des terres, perte de nutriments et l'érosion des sols, contamination agrochimique et, dans de nombreuses régions du monde, entraînent des changements d'albédo qui provoquent un réchauffement localisé important.

Les plantations d'arbres en monoculture impliquent souvent des impacts sociaux

importants et aboutissent à des conflits avec les communautés. Les conflits impliquant les peuples autochtones sont courants car ils n'ont souvent pas de droits légaux sur leurs terres. [5] La mise en place de plantations implique généralement des transferts de propriété foncière et des changements dans le pouvoir de décision [6], les droits d'accès étant limités, par exemple pour le pâturage et l'agriculture. Cela peut avoir des conséquences dramatiques sur les personnes qui dépendent de la terre et des ressources qu'elle fournit. Les gens sont souvent contraints de quitter leurs terres par des entreprises de plantation, en restreignant l'accès à la terre, en exposant le bétail, les cultures et les gens aux pesticides, en isolant les communautés en les entourant de plantations ou en les enlevant par la force. [6] Les gens sont forcés, d'une manière ou d'une autre, à migrer vers les zones urbaines, laissant leurs maisons, leurs moyens pratiques derrière et, par conséquent, perdre leurs connaissances traditionnelles. [5]

## Plantations et incendies : les vastes plantations d'eucalyptus du Portugal

Le Portugal est le pays qui a la plus grande proportion de plantations d'eucalyptus par rapport à son territoire, que n'importe où dans le monde, avec une marge significative, et a plus d'eucalyptus en termes absolus que partout ailleurs en Europe. L'eucalyptus est planté dans de vastes zones de plantations de monoculture, principalement pour fournir de la pâte à une l'industrie du papier à grande échelle. Un manque d'application de la réglementation et de la planification forestière a signifié que de nombreuses plantations sont illégales, et des années de dépeuplement et d'abandon rural ont vu des coteaux diversement cultivés être remplacés par des monocultures d'eucalyptus.

Une vague de chaleur extrême en juin dernier, associée à de graves conditions

de sécheresse à travers le pays, a déclenché le début d'une longue saison d'incendies de forêt, sans précédents dans le pays. Le premier grand feu de forêt de l'année a fait 64 morts et affecté neuf municipalités différentes. Tout au long de l'été, les feux de forêt incontrôlables ont fait rage, de sorte qu'en septembre, une superficie supérieure à 6 fois la moyenne de la dernière décennie avait brûlé et que plus de terres avaient brûlé au Portugal que partout ailleurs en Europe.

Les plantations d'eucalyptus sont des « déserts verts » en termes de biodiversité et constituent un sérieux gaspillage pour les ressources hydriques rares des pays. Le plus important cependant, ce sont des plantations très inflammables ; des incendies se propageant rapidement

et sur de grandes distances. Bien que les régions du sud du Portugal soient les plus chaudes et les plus sèches, ce sont les régions du centre et du nord qui sont les plus touchées car ce sont les régions où il y a la plus forte concentration de plantations d'eucalyptus. La combinaison des plantations en monoculture et le changement climatique a été dévastatrice pour le Portugal cette année.

De vastes plantations d'eucalyptus ont remplacé de nombreuses forêts naturelles et terres agricoles au Portugal. Margus Kurvitis



## La réalité de la bioséquestration à grande échelle : le financement climatique pour les plantations d'arbres à grande échelle

Les mécanismes internationaux de financement en lien avec le climat dirigent déjà des fonds, sous la forme de subventions ou de prêts, vers des projets qui incluent des subventions pour les plantations d'arbres en régime de monoculture. L'une des raisons est la dépendance croissante des politiques climatiques vis-à-vis des investissements privés à travers des partenariats public-privé et d'autres formes de financement mixte. Pour les investisseurs privés, une plantation commerciale d'arbres est un investissement plus rentable que la conservation ou la restauration des forêts, malgré les avantages de cette dernière pour les communautés locales, les peuples autochtones et les femmes. Les moteurs sous-jacents sont des mécanismes comptables imparfaits qui cachent les émissions des plantations.

**Ghana : partenariats public-privé pour la restauration de la réserve forestière** dégradée à travers des plantations certifiées VCS et FSC. Approuvé par le Programme d'Investissement Forestier (FIP) et consistant en un prêt de 10 millions de dollars USD destiné à catalyser la participation du secteur privé dans les plantations commerciales de teck à grande échelle dans des réserves forestières supposées dégradées au Ghana. Le projet vise à répondre à la demande mondiale et

intérieure en hausse attendue pour le teck. La composition de cette plantation n'est que de 10% d'espèces d'arbres indigènes. [7]

**Brésil : Reboisement commercial des terres modifiées dans le Cerrado.** Cette proposition de projet, qui faisait partie du plan d'investissement du FIP au Brésil, a été approuvée en 2013 pour un montant total de 15 millions de dollars d'investissement hors dons. Le projet a subventionné une entreprise privée pour planter 18 000 ha de teck. [8]

**Ouganda : les plantations de Green Resources.** Dans le cadre de son mandat de lutte contre le changement climatique, l'Agence suédoise de l'énergie a conclu un accord avec Green Resources pour l'achat de « crédits carbone » dans une plantation d'arbres à Kachung, en Ouganda, où des expulsions forcées sont documentées, ainsi qu'une pollution par pesticides des cours d'eau. Les gens de la région ont été privés de terres pour faire paître le bétail et cultiver de la nourriture. [9]

**Mozambique : Réduction des émissions dans le secteur forestier à travers les forêts plantées.** Ce projet a récemment été approuvé par le FIP pour un financement total de 1,85 million de dollars et facilitera le boisement de plus de 200 000 hectares, principalement d'eucalyptus. Une grande

entreprise de pâtes et papiers est l'un des acteurs privés impliqués dans ce projet et responsable de l'expansion de la zone de plantation. [10]

**Côte d'Ivoire : Plan d'investissement FIP.** Un financement de 24 millions de dollars a été promis pour un plan visant à établir 100 000 hectares de plantations, plantés et exploités par des investisseurs publics et privés et, dans certains cas, des partenariats public-privé. L'importance du secteur privé pour le reboisement et l'approvisionnement à long terme en bois de feu durable et en bois d'oeuvre est soulignée dans le plan. [11]

**Paraguay : Projet PROEZA (Rejeté)** Ce projet a été soumis au Fonds vert pour le climat par la FAO, Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies, et aurait consisté à subventionner 32 500 hectares de plantations d'eucalyptus pour produire de la bioénergie pour le secteur du soja, l'un des principaux moteurs de la déforestation et d'émission de gaz à effet de serre dans le pays. Le projet a été rejeté lors de la 18e réunion du Conseil d'administration du FCM en octobre 2017, en partie parce que les militants de la Coalition mondiale des forêts et d'autres intervenants se sont inquiétés de l'utilisation de fonds publics pour soutenir les plantations. [12]

## La gouvernance est la clé!

En principe, la lutte contre le changement climatique par le biais de la bioséquestration nécessite des options de gouvernance à plusieurs échelles qui permettent de traduire un objectif de politique environnementale mondiale en action locale. Mais les acteurs mondiaux comme les sociétés transnationales, les institutions financières internationales et les gouvernements puissants et hégémoniques ont beaucoup plus de pouvoir politique et économique que les groupes de détenteurs de droits locaux comme les femmes et les peuples autochtones. Ces acteurs mondiaux

ont un intérêt économique dans des formes de biosequestration relativement peu coûteuses ou même commercialement rentables, et les monocultures à grande échelle d'arbres et d'autres cultures ont tendance à bien se qualifier à cet égard. Ces acteurs seront par la suite enclins à utiliser des arguments qui alignent leurs intérêts économiques sur un discours d'intendance mondiale de la biosphère, affirmant que la bioséquestration à grande échelle est l'une des rares options qui restent pour lutter efficacement contre le changement climatique.

Ces intérêts et arguments sont juxtaposés aux droits et aux moyens de subsistance des groupes locaux de titulaires de droits. Parallèlement, les options politiques qui pourraient être plus efficaces, efficaces et équitables pour lutter contre le changement climatique - comme l'élimination rapide des combustibles fossiles et l'arrêt de la déforestation, sont souvent rejetées car elles vont à l'encontre des intérêts des acteurs puissants de la gouvernance multi-acteurs. [13]